

Les questions :

- Vous comparez la situation actuelle de l'Afrique subsaharienne, et particulièrement du Sahel, à celle qui a prévalu en Afghanistan. Quelles similitudes concrètes voyez-vous ?

Le Sahel n'est pas l'Afghanistan : les pays du Sahel ne sont pas faillis comme l'était l'Afghanistan en 2001 ; ils n'ont pas traversé 35 ans de guerre incessantes ; les groupes sociaux en oppositions historique avec les autorités sont largement minoritaires, certaines de leurs institutions (mais pas toutes) sont plus solides que celles de l'Afghanistan.

Mais le fond du problème à savoir une démographie hors de contrôle, une agriculture largement en panne, l'absence de perspectives en termes d'emplois, la perte d'espoir des jeunes, la faiblesse de l'appareil d'Etat contrôlé par des groupes qui se disputent des rentes au détriment de toute recherche d'efficacité, l'influence d'une vague islamique radicale inspirée du wahhabisme, la circulation des armes, des zones de repli quasi inexpugnables pour les djihadistes, font que l'on ne peut pas ignorer le parallèle afghan.

Quels facteurs déstabilisateurs sont en germe en Afrique (vous parlez notamment de démographie et d'emploi) ?

Le facteur le plus déstabilisant qui a d'ailleurs largement contribué au naufrage de l'Afghanistan est la démographie. Dans les deux cas Afghanistan et Sahel nous avons des taux de croissance de la population supérieurs à 3 % atteignant 4 % pour le Niger, or ces taux sont en augmentation et non en réduction ! Cette question est fondamentale et le cas du Niger qui est au cœur du Sahel est caractéristique: sa population était de 3 millions à l'indépendance, elle est aujourd'hui pratiquement de 20 millions, elle sera dans 20 ans en 2035 supérieure à 40 millions quoi qu'on fasse ; et si la fécondité reste au niveau qu'elle a connu depuis 30 ans, elle atteindra 89 millions en 2050, ceci dans un pays où seulement 8 % de la superficie se prête à l'agriculture. Si l'on prend le cas des quatre pays du cœur du Sahel francophone enclavé, Niger, Mali, Burkina Faso et Tchad, ils vont passer d'une population actuellement de 67 millions à plus de 200 millions d'ici 2050.

Or cette situation démographique hors de contrôle se conjugue avec une stagnation de l'agriculture faute de politiques adaptées, conduisant souvent à une crise

environnementale et une crise alimentaire chronique, débouchant parfois sur des crises malthusiennes localisées. La misère rurale qui accompagne cette situation est dramatique : 0,2 % de la population rurale a accès à l'électricité au Niger, moins de 1 % en Afghanistan. Or que faire sans électricité ? Comme l'industrie est également en panne pour d'innombrables raisons tenant en particulier à l'enclavement de ces pays, il ne faut pas s'étonner d'un chômage et d'un sous emploi de masse. Chaque année ce sont 240 000 jeunes qui arrivent sur le marché de l'emploi au Niger, 400 000 en Afghanistan et ce seront 576 000 qui arriveront chaque année au Niger dans 20 ans. Avec une agriculture en panne et une industrie largement inexistantes, ce ne seront pas les mines et le pétrole qui tirent les PIB à la hausse qui offriront des emplois.

- Vous prenez précisément l'exemple du Mali. L'avenir du pays est très incertain. Là encore, quelles correspondances dressez-vous entre l'Afghanistan et le Mali ?

On retrouve au Mali certaines caractéristiques qui ont largement contribué au naufrage de l'Afghanistan. En particulier une incapacité de l'Etat à assurer son autorité sur l'ensemble du pays pour d'évidentes raisons de dimension, de difficulté d'accès, et de grande faiblesse de tout l'appareil régalien : qu'il s'agisse de l'armée dont on a pu constater la faiblesse, de la gendarmerie, mais aussi de la justice, de l'administration territoriale, des instances de gouvernance locale etc.

Des lors que les autorités de l'Etat ne peuvent exercer leur contrôle sur la totalité du territoire, d'autres autorités se mettent en place, de type mafieuses, se livrent à tous les trafics illicites possibles, l'opium en Afghanistan, le transit de cocaïne latino américaine au Mali etc. Là-dessus nous avons toute cette vague d'un islam radical wahhabite financé depuis des décennies par les pays du golfe qui se substitue à l'islam africain tolérant... Et puis le chômage et le manque d'espoir des jeunes.

- A quel moment vous êtes-vous rendu compte que l'Afrique était un "baril de poudre" ?

Le livre que j'ai publié en 2010 sous le titre « Notre maison brûle au Sud » était déjà un avertissement en bonne et due forme....

- Ce qui s'est passé au Mali en 2012 était-il une forme d'avertissement ?

Les événements du Mali et la nécessité devant laquelle s'est retrouvée la France d'intervenir militairement en urgence ont été un choc tant pour nos administrations, notre gouvernement que pour l'opinion publique. Mais l'impression est maintenant (sauf pour nos militaires qui sont inquiets) d'un retour à la normale. En gros les soit disant terroristes ont été « neutralisés » comme on dit ou dispersés. Tout va bien. Cela me rappelle Kaboul en 2003. Résultat nos administrations sont retournées à leurs affaires. Business as usual....

- Le Nigeria, que vous prenez comme exemple d'une puissance africaine en déroute, est-il le symbole de l'illusion que l'on se fait de cette Afrique en plein essor que vous remettez en question ?

Le Nigéria est la première puissance africaine en termes de population et de PIB. Ses récents taux de croissance sont spectaculaires. Il fait partie de ce qu'on appelle les pays qui gagnent. Mais en même temps il a toléré pendant 10 ans une rébellion armée sauvage qui a terrorisé tout le nord est du pays et il s'est trouvé incapable de l'enrayer lorsqu'il a tenté de le faire à partir de la fin de 2014.

Le nord est du pays est ravagé sur une surface grande comme la Belgique, l'économie de cette région est en ruine, près de deux millions d'habitants ont du fuir et les pays voisins, Niger, Cameroun et Tchad doivent intervenir pour éviter tant la contagion que pour le Tchad l'étranglement de son économie. Nous pouvons donc avoir dans un même pays une Afrique qui se développe de manière spectaculaire, dont les élites sont parfois remarquables et des poches de misère qui sont oubliées.... Jusqu'à ce que les oubliés trouvent des kalachnikovs.

- Vous prédiriez un sombre avenir au Niger... Est-ce la prochaine crise au Sahel à laquelle nous allons être confrontée ?

Le Niger est un pays bien géré mais qui se trouve confronté à une situation d'une complexité dramatique. Pour ne donner qu'un exemple, le problème du contrôle des naissances provoque un âpre débat avec les religieux et les autorités traditionnelles, constitue un point de fixation avec les djihadistes et se heurte à la méfiance des donateurs internationaux qui ont peur de l'influence de la droite religieuse américaine qui tient une partie des cordons de leur bourse...

Le pays est aussi dans une impasse budgétaire, tout comme l'Afghanistan car il est impossible à ces pays disposant d'une base économique et fiscale aussi réduite, de financer à la fois d'incontournables dépenses de sécurité et leurs indispensables dépenses de développement. Actuellement il leur faut réduire leurs dépenses en matière de développement rural et social pour pouvoir payer leurs militaires. La responsabilité des occidentaux est ici énorme. Ces pays luttent pour assurer un minimum de stabilité régionale qui constitue un bien public mondial. Les dépenses correspondantes doivent être mutualisées et nous devons en prendre notre part, directement ou indirectement..

- Vous affirmez que le choc sera encore plus violent que celui provoqué en Syrie et en Irak si on ne fait rien. De quel ordre ?

La Syrie et l'Irak sont de petits pays en termes de population, dont les habitants ne parlent pas français. Dans 20 ans, si entre temps le cœur du Sahel francophone n'a pas trouvé la voie d'un développement inclusif qui crée des emplois à la hauteur de ce que la démographie exige, ce qui est encore sans doute possible, nous avons toute chance d'être confrontés à l'implosion sécuritaire d'une région regroupant au bas mot 200 millions d'habitants. Beaucoup se retrouveront dans les villes de la côte africaine et le Maghreb, mais il est peu probable qu'ils y trouvent les emplois qu'ils attendent. La France sera la destination naturelle des

autres... Comme le remarquait Jean Christophe Ruffin dans un livre prémonitoire, « l'Empire et les nouveaux barbares », rien ne les arrêtera.

- Diriez-vous qu'il y a en Afrique des causes endogènes à cette situation de crise qui n'existent pas dans les autres continents émergents (Amérique latine, Asie) qui ont "réussi" leur transition économique ?

Asie, et Amérique Latine ont achevé leur transition démographique avec des taux de fécondité (nombre moyen d'enfants par femme) d'environ 2,2. En Afrique le taux de fécondité moyen est de 5,4, il est relativement stagnant, et au Sahel il est supérieur à 7. Asie et Amérique latine sont sortis de la trappe à pauvreté à laquelle la démographie condamne actuellement le sahel. En outre une bonne part est sur la voie de l'émergence qui implique des économies diversifiées qui sont sorties de la malédiction que constitue l'exportation de matières premières brutes.

- Dans le sous-titre, très provocateur, vous interrogez : "l'Afrique en crise va-t-elle se retrouver dans nos banlieues ?" Pourquoi les banlieues précisément (et pas la France ou l'Union européenne tout simplement) ? La crise actuelle des réfugiés a pourtant bien montré que la France n'était pas le premier choix des migrants, et pas seulement à cause de la langue...

Il me semble évident que les populations des pays africains francophones se tournent vers la France tout comme les afghans anglophones se tournent vers la Grande Bretagne pour une raison très simple qui est qu'il existe déjà des diasporas sahéliennes en France et que c'est la présence de ces diasporas qui les attirera. Or autant les élites africaines seront assimilées en France sans difficultés excessives, autant des ruraux analphabètes ont toute chance de se retrouver dans les ghettos de nos banlieues. Ce n'est pas moi qui le soutiens. Lisez les démographes spécialisés sur ces questions.

- La France, qui a été particulièrement active militairement, a-t-elle une responsabilité particulière ?

La France est le principal partenaire des pays du Sahel au plan militaire. Mais son rôle en termes d'aide au développement est totalement marginal alors que le problème au sahel n'est pas tant le départ de feu qui se multiplie et que nos soldats tentent d'enrayer, que le baril de poudre hautement inflammable à base de misère, de chômage et de perte d'espoir qu'il faut « traiter » de toute urgence. Or pour cela, il n'y a guère à court terme de disponible dans notre caisse à outil que l'aide au développement.

C'est en fait le thème principal de mon livre. Or ce n'est pas comme on le croit faute de ressources. L'argent existe mais il faut savoir le mobiliser. C'est parce que la France a fait historiquement, sans que ceci ait jamais fait l'objet d'un débat au plan politique, le choix de confier l'essentiel de ses ressources aux institutions multilatérales, ceci sans se doter à la différence des britanniques, des instruments permettant d'en contrôler l'usage. Résultat en termes d'aide au développement au

sahel, malgré les chiffres glorieusement affichés qui additionnent des carottes, des navets et des choux, nous sommes dans les choux, car l'aide multilatérale ou européenne n'a aucune expertise particulière au Sahel. En tant qu'ancien directeur à la Banque Mondiale j'en sais quelque chose.

- Quelles sont les erreurs faites en Afghanistan par les Américains que ne doit pas reproduire la France au Sahel ?

Les américains ont fait de multiples erreurs en Afghanistan mais deux me semblent particulièrement graves. En premier ils n'ont porté aucune attention à la construction des institutions afghanes et ils ont laissé les donateurs internationaux éviter de s'occuper de cela et au contraire les « court circuiter » et donc contribuer à affaiblir ces institutions.

Ils ne se sont même pas occupés un comble (!) de construire une armée solide avant l'arrivée de Petraeus en 2008, c'est à dire bien trop tard. Ils ont renoncé à mettre de l'ordre dans la police qui fait partie du système mafieux local. Or pour reconstruire un pays fragile il faut commencer par s'occuper de ses institutions, en commençant par l'armée et les services de sécurité et d'administration territoriale ceci pour assurer la sécurité sans laquelle il ne peut y avoir de développement. Or pour prendre le cas du renforcement des armées sahéliennes, la France qui a l'expertise a confié pour cela ses ressources à l'Union européenne qui n'a aucune expertise en ce domaine. Mais c'est la même chose en matière de développement rural. L'UE le sait d'ailleurs bien puisqu'elle confie la gestion de ressources qu'on lui a données à l'AFD qui a l'expertise. Il aurait été quand même plus simple de confier directement les ressources à l'AFD !

La deuxième erreur est qu'ils ont laissé les institutions d'aide internationales n'en faire qu'à leur tête alors que l'on sait bien que leur coordination dans ce type de pays exige des instruments et des méthodes de travail spécifiques. Résultat, un ambassadeur que j'interrogeais à Kaboul me disait : les donateurs sont un troupeau de chats, ils sont partout ou il ne faut pas, jamais où on a besoin d'eux. Je crains que la France ne répète ces deux erreurs majeures au Sahel.

- La France a fait beaucoup d'efforts et a pris conscience de l'importance d'intégrer le développement. Le ministère de la Coopération, créé en 1959 par le général de Gaulle (considéré d'ailleurs comme un officieux ministère de l'Afrique) a disparu au profit d'un ministère délégué au Développement, rattaché au Affaires étrangères...

Ce ministère est sans grands moyens autre que celui de la parole. Tant que l'on se refusera à fusionner la direction des affaires internationales du Trésor à Bercy avec la direction de la mondialisation du quai d'Orsay ainsi que les moyens dont disposent ces directions pour créer un vrai ministère du développement, nous aurons un ministère dont l'influence est minime.

- D'ailleurs vous dites du ministre de l'époque (Pascal Canfin) que vous aviez alerté de la situation malienne : "Nous eûmes droit à un commentaire public assez méprisant de la part d'un ministre bien inexpérimenté"... N'a-t-il rien fait ?

Je ne veux pas entrer dans une polémique avec Pascal Canfin qui est un homme tout à fait estimable. Mais ces questions de développement d'un pays fragile sont techniquement complexes, et au lieu de la mettre au panier, il aurait mieux fait de méditer la note confidentielle que je lui avais rédigée avec un de mes amis, également ancien directeur à la Banque mondiale, sur la manière dont la France pouvait reprendre le contrôle d'une partie de l'aide multilatérale au Sahel.

Cela nous aurait permis de prendre le contrôle sur des montants annuels de l'ordre du milliard de dollars au lieu de continuer à bricoler avec quelques dizaines de millions qui sont sans aucun impact. Savez-vous combien l'aide française qui affiche 10 milliards annuels d'aide publique au développement consacre au développement rural des 5 principaux pays sahéliens sous forme de dons d'aide bilatérale : au total environ 22 millions par an. De qui se moque-t-on ?

- Vous regrettez les "ministres sérieux comme nous en avons autrefois". Lesquels ?

N'entrons pas dans ce type de débat. Regardez seulement le niveau d'expérience respectif de nos ministres de la coopération ou du développement présents et passés.

- Vous préconisez la création d'une "cellule Afrique". Bien que vous précisez qu'il ne s'agit pas là d'un retour de la Françafrique, la formule peut être perçue différemment...

Comme je ne crois guère à la faisabilité de la fusion des directions de Bercy et du quai d'Orsay pour constituer enfin un vrai ministère du développement, il faut bien une autorité qui s'impose aux diverses administrations concernées pour assurer la cohérence globale de l'action gouvernementale. Où peut-elle se situer sinon dans une puissante cellule Afrique à l'Élysée ? Ce n'est pas idéal. Peut-être par contre la fusion ou le rapprochement AFD/ Caisse des Dépôts dont on parle depuis peu facilitera la coordination requise à condition que pour le Sahel cette nouvelle institution puisse conduire non sa propre politique mais celle du gouvernement. Mais ne m'accusez pas d'être un suppôt de la France Afrique. J'ai consacré un livre entier en 1993 pour la dénoncer...

- Cela fait des années que des spécialistes, comme vous, tirent la sonnette d'alarme. Et vous le rappelez d'ailleurs dans votre livre. Pourquoi ne vous écoute-t-on pas ? Y-a-t-il un mur entre les chercheurs et les responsables politiques ?

Il y a partout un mur entre chercheurs, universitaires et politiques. Regardez Obama sur l'Afghanistan. Je crois connaître les meilleurs spécialistes américains sur ce pays. Ils n'ont jamais été consultés. Obama a surtout écouté ses communicants. J'ai fait du cabinet lorsque j'étais plus jeune. L'horizon politique

est souvent d'une semaine et ne va jamais au-delà de la prochaine élection. Or je mets en garde contre des phénomènes qui vont s'inscrire nécessairement dans le temps long : 5 ans, 10 ans. Il y a toujours d'autres urgences.

- Le titre de votre ouvrage et certains passages sur la possibilité de voir des arrivées massives de réfugiés en France (Kadhafi lui-même menaçait l'Europe de déverser des milliers de réfugiés en Méditerranée) que nous ne pourrions pas assimiler pourraient clairement être récupérés par l'extrême droite ou encore la droite la plus dure. Ca ne vous gêne pas ?

Si j'ai eu un véritable examen de conscience sur le choix du titre et l'angoisse de me faire récupérer par l'extrême droite. J'ai fait relire mon dernier chapitre sur les migrations par des amis africains et par d'autres d'extrême gauche avant de donner le bon à tirer. Mais j'ai pensé qu'il était temps de taper sur la table.

- Vous devancez la critique sur le pessimisme qui pourrait vous être reproché et parlez plutôt de réalisme. Quelle est la différence si la réalité que vous observez est sombre ?

Mon métier d'économiste m'a appris à raisonner sur des chiffres, des statistiques et des graphiques et mon goût pour l'ethnologie à m'immerger dans la réalité que vivent les gens. Les observateurs ont été excessivement pessimistes tout au long des années 1980 et 1990 sur l'Afrique. Maintenant ils ne jugent que par les taux de croissance du PIB et les chiffres d'investissements miniers et pétroliers sur le continent.

Quand je vais en Afrique ou ailleurs, je me débrouille toujours pour aller trainer un peu dans les bidonvilles et pour bavarder avec les paysans le soir devant leur hutte. En croisant ces expériences avec d'autres statistiques que celles qui focalisent l'attention sur l'Afrique, telles que l'évolution des taux de pauvreté, le taux d'accès à l'eau potable ou aux soins de santé, les distances moyennes de la première route carrossable etc, je pense me faire une idée assez réaliste des situations. Si elle est moins brillante qu'on ne le croit peut être faut – il éviter de fermer les yeux ?

Sarah Diffalah

journaliste à l'Obs - Monde

sdiffalah@nouvelobs.com

01 44 88 36 31

06 23 17 62 47